

Communiqué de presse

Résultats du 88^e Observatoire Banque Palatine des PME-ETI – juin 2019

Paris, le 20 juin 2019

54 % des dirigeants de PME et ETI favorables à la suppression de niches fiscales

La Banque Palatine, banque des ETI, de leurs dirigeants et banque privée (Groupe BPCE), présente les résultats de son Observatoire mensuel des PME-ETI, réalisé par OpinionWay et en collaboration avec Challenges, entre le 24 mai et le 7 juin auprès de 300 dirigeants d'entreprise (CA de 15 à 500 millions d'euros) issus du commerce, de l'industrie et la construction, des services.

À retenir de cette édition

- L'indice Investissements Palatine - OpinionWay progresse à 121 points, son plus haut niveau depuis 9 mois ;
- La confiance en l'économie française poursuit son ascension et la confiance en son entreprise fait preuve de stabilité ;
- Que leur entreprise bénéficie de niches fiscales ou pas, une petite majorité de dirigeants de PME et ETI est favorable à cette décision du gouvernement ;
- Trois niches à limiter ou supprimer en priorité : les crédits d'impôt pour la formation du chef d'entreprise et pour la prospection commerciale et l'exonération des entreprises basées en ZFU ou ZRR.

Suppression de niches fiscales, un sujet flou pour 83 % des dirigeants de PME et ETI

A l'heure où la fiscalité des entreprises fait l'objet de débats, l'édition de juin de l'Observatoire révèle que seulement 2 % des dirigeants de PME et ETI ont une vision claire des niches fiscales sujettes à la suppression pour financer en partie la baisse de l'impôt sur le revenu, et 36 % n'en ont aucune idée.

54 % des dirigeants se montrent favorables au principe de suppression. Si moins d'un tiers affirment bénéficier de ce dispositif, ils sont aussi nombreux (54 % également) à soutenir la réforme. Le Top3 des niches à supprimer ou limiter comprend le crédit d'impôt pour la formation du chef d'entreprise (54 % des dirigeants), le crédit d'impôt pour la prospection commerciale (36 %) et l'exonération des entreprises basées en zones franche urbaine ou de revitalisation rurale (31 %). À l'opposé, les dirigeants préfèrent maintenir les crédits d'impôt recherche, intéressement et apprentissage.

Les ETI industrielles sont les premières contributrices aux impôts de production en France. Une solution visant à renforcer leur compétitivité est envisagée par les dirigeants des entreprises sujettes à cet impôt (26 % de l'ensemble) : 69 % sont prêts à renoncer à certaines niches fiscales pour, en contrepartie, voir diminuer les impôts de production.

Pour Pierre-Yves Dréan, directeur général de la Banque Palatine : « *Les résultats de cette enquête mettent en évidence toute la complexité du casse-tête des niches fiscales pour les PME et ETI. Force vive et ossature industrielle de l'économie, ces entreprises comprennent qu'une réforme profonde est nécessaire et sont même prêtes à des « sacrifices », dans un souci de simplification de la fiscalité et de plus grande équité entre les PME, ETI et grands groupes. Cet élan de solidarité au moment de la mise en place des premières mesures concrètes de la loi Pacte en faveur des PME et ETI pourrait être essentiel pour revitaliser l'économie française.* »

L'indice Investissements Palatine-OpinionWay à son plus haut niveau depuis septembre 2018

L'indicateur de confiance en l'économie française poursuit son ascension à 75 % (+3 points vs mai 2019), retrouvant son niveau d'octobre 2018 (c'est-à-dire la période d'avant-gilets jaunes), mais toujours loin du pic euphorique du début du quinquennat. La confiance en l'économie mondiale, au contraire, retombe à 65% (-3 points vs mai 2019) face à des incertitudes liées au Brexit, amplifiées par la démission de Theresa May, et au bras de fer commercial des Etats-Unis avec ses principaux partenaires.

La confiance en sa propre entreprise évolue sur une trajectoire décorrélée de la conjoncture économique. Cet indicateur est stable depuis mars dernier, avec 81% des dirigeants de PME et ETI confiants en leur activité. A mi-année, ils sont plus nombreux à juger la situation de leur entreprise propice aux investissements (72 %) et à anticiper une stabilité du chiffre d'affaires (60 %, niveau record depuis plusieurs années). La prudence reste de mise en ce qui concerne les intentions d'embauches : 80 % des dirigeants prévoient de maintenir le nombre de salariés et 15% envisagent des recrutements (vs 26 % il y a six mois).

Cet état d'esprit globalement positif se ressent dans l'indice Investissement Palatine-OpinionWay qui atteint son plus haut niveau depuis septembre 2018 (121 points).

A propos de la Banque Palatine

La Banque Palatine, banque des ETI, de leurs dirigeants et banque privée (Groupe BPCE), est aux côtés des entrepreneurs aussi bien sur le plan professionnel que personnel depuis plus de 230 ans. Elle déploie son expertise auprès des ETI (Entreprises de taille intermédiaire). Son réseau de 46 agences en France, en synergie avec les métiers d'expertise (ingénierie patrimoniale, juridique et fiscale, conseil en investissement, approche globale du patrimoine du dirigeant, corporate finance, immobilier, international, salle des marchés...), accompagne aujourd'hui 12800 entreprises et 64000 clients particuliers. www.palatine.fr & @BanquePalatine

A propos de l'Observatoire Banque Palatine des PME/ETI

Étude quantitative réalisée entre le 24 mai et le 7 juin 2019 auprès d'un échantillon de 300 dirigeants d'entreprises (PDG, DG, DAF, ...) dont le chiffre d'affaires est compris entre 15 et 500 millions d'euros. La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement en termes de secteurs d'activité et de chiffre d'affaires.

Mode d'interrogation : l'échantillon a été interrogé par téléphone sur système CATI. Toute publication totale ou partielle doit impérativement rappeler la méthodologie et utiliser la mention complète suivante «Observatoire PME/ETI – Opinion Way/Banque Palatine / Challenges »

Etude complète en annexe et disponible sur demande ou en ligne sur www.palatine.fr
Contact presse Banque Palatine – Maria Krellenstein: 33 (0) 1 55 27 96 14 – maria.krellenstein@palatine.fr

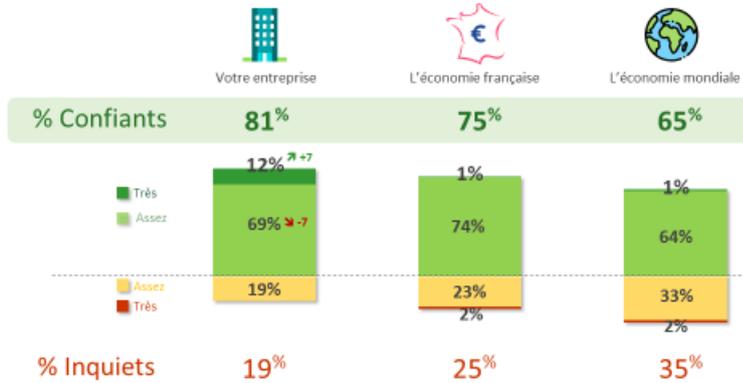
Confiance et investissements, prévisions d'activité

“ Indice Investissements Palatine-OpinionWay



“ Niveaux de confiance

Q9. Concernant les perspectives des 6 prochains mois, diriez-vous que vous êtes très confiant, assez confiant, assez inquiet, très inquiet, pour... ?



Niveaux de confiance

Q9. Concernant les perspectives des 6 prochains mois, diriez-vous que vous êtes très confiant, assez confiant, assez inquiet, très inquiet, pour... ?

360
ENTREPRISES



Prévisions d'activité

Q2. Quelle évolution du chiffre d'affaires, par rapport à l'année dernière, pensez-vous atteindre en fin d'année (2019) ?

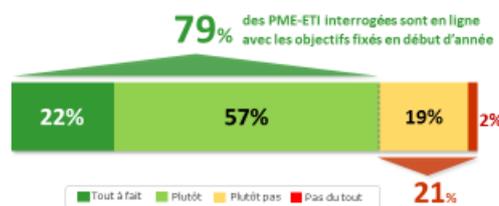
360
ENTREPRISES



Positionnement par rapport aux objectifs fixés en début d'année

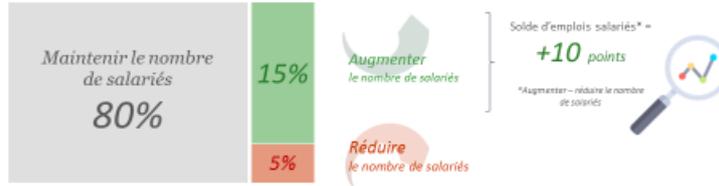
Q2e. Actuellement, êtes-vous en ligne avec les objectifs fixés en début d'année ?

360
ENTREPRISES



Prévisions de l'évolution de l'emploi salarié à 6 mois

Q5. Au cours des 6 prochains mois, votre entreprise envisage-t-elle de... ?



Climat d'investissements

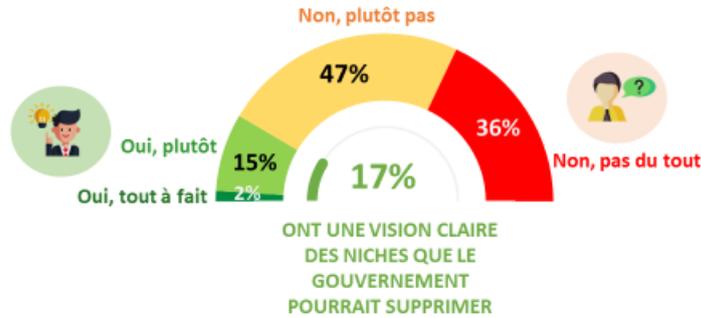
Q11b. Selon vous, la situation actuelle de votre entreprise est-elle propice aux investissements ?



Sujet du mois : L'annonce du gouvernement vis-à-vis des niches fiscales

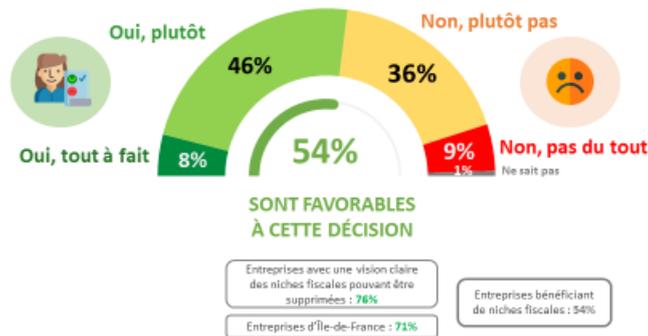
“ L'annonce du gouvernement vis-à-vis des niches fiscales

Q14. Le Gouvernement a annoncé une réduction à venir des niches fiscales accordées aux entreprises, pour financer en partie la baisse de l'impôt sur le revenu. Avez-vous une vision claire des niches que le Gouvernement pourrait supprimer ?



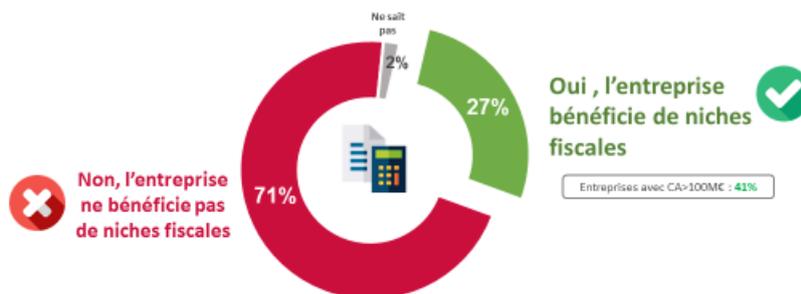
“ Réaction vis-à-vis de cette décision du gouvernement

Q15. Êtes-vous favorable à cette décision ?



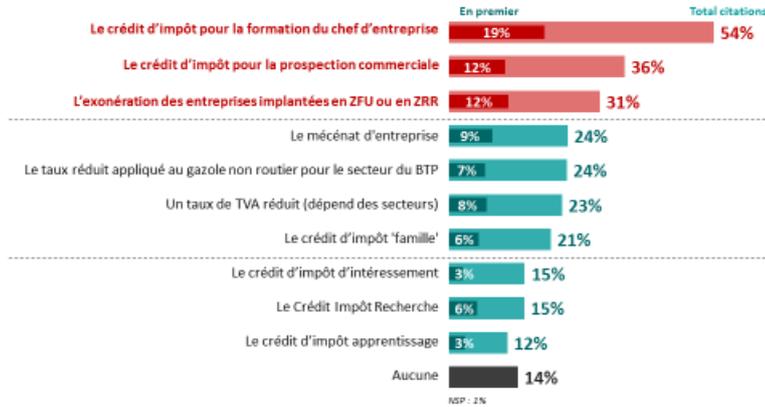
“ Présence de niches fiscales au sein de l'entreprise

Q16. Aujourd'hui votre entreprise bénéficie-t-elle de niches fiscales ?



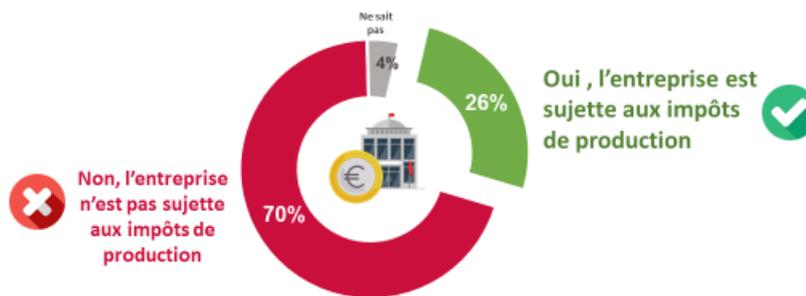
Les niches fiscales à limiter ou supprimer en priorité

Q17. S'il fallait limiter ou supprimer 3 niches fiscales, lesquelles choisiriez-vous ?



Les impôts de production

Q18. Le gouvernement se dit prêt à ouvrir une concertation avec les entreprises et les collectivités pour diminuer les impôts de production. Votre entreprises est-elle sujette à ces impôts ?



Positionnement de l'entreprise par rapport à une diminution des impôts de production

Q19. Votre entreprise pourrait-elle renoncer à certaines niches fiscales pour, en contrepartie, profiter de la diminution des impôts de production ?
Question posée aux entreprises sujettes aux impôts de production

